

Une volonté et des outils pour un droit effectif au logement

I) Se loger : un fardeau pour la plupart, un luxe pour beaucoup

Ces dernières années, la situation du logement dans notre pays est devenue intolérable. Pour des millions de personnes, toutes générations et tous territoires confondus, le logement est trop cher ou totalement inaccessible.

Nous manquons de logements et nous ne construisons pas assez de logements sociaux. Ainsi, 85 % des constructions nouvelles réalisées en 2005 ne sont pas accessibles à 75 % des ménages du fait de loyers trop élevés.

Cette tendance n'a fait que s'aggraver ces dernières années. La part du logement dans les dépenses des Français est passée de 15 % du budget d'un ménage à près de 20 % en moyenne aujourd'hui. Mais c'est surtout pour les bas salaires que la situation est la plus intolérable, la part du logement dans le budget du ménage pouvant atteindre 40 à 50 %. Ainsi, deux Français sur trois réunissent les conditions de revenu pour accéder à un logement social à loyer modéré.

II)- Logement : une droite irresponsable et démagogique

La droite a largement contribué à cette situation en démantelant les instruments de politique publique, en réduisant les budgets (encore 77 millions d'euros en moins en 2007 pour la construction locative sociale), en supprimant le ministère du logement et en encourageant la spéculation par des cadeaux fiscaux pour les plus aisés (en particulier l'amortissement de Robien).

Le résultat est une situation alarmante : des prix et des loyers qui explosent ; 3,2 millions de mal logés, 1,3 millions de demandeurs en attente d'un logement social ; 100 000 familles expulsées et 100 000 SDF ; entre 400 000 et 600 000 logements indignes, insalubres ou dangereux, la droite ayant en 2002 abandonné le plan d'éradication de l'habitat indigne mis en place par les socialistes.

Nicolas SARKOZY a beau jeu maintenant de dénoncer la « République virtuelle » qui proclame le droit au logement et qui ne construit pas de logements. Il a pourtant été un des principaux responsables de cette politique depuis 5 ans. Sa proposition de revenir à la déductibilité des intérêts d'emprunt sera à nouveau un cadeau qui ne concernera pas la moitié des Français qui ne paie pas l'impôt sur le revenu. Ce sont pourtant les plus touchés par les problèmes de logement. On ne peut également que s'étonner de voir le Président Chirac découvrir le droit opposable au logement à trois mois de la fin d'une présidence qui dure depuis douze ans.



III) – Avec les socialistes un projet volontariste et ambitieux pour le logement de tous

Face à cette situation dramatique, le projet des socialistes comporte des mesures fortes :

- construction de 120000 logements locatifs sociaux par an et éradication de l'habitat indigne,
- mobilisation du foncier disponible de l'Etat et généralisation des agences foncières régionales pour dégager suffisamment de terrains à construire,
- obligation aux programmes immobiliers privés de consacrer un quart des opérations à la production de logements sociaux sur les territoires déficitaires en logements de cette nature.
- plafonnement à 25 % maximum de la part du budget des ménages modestes consacrée au logement dans le parc social et le parc privé conventionné (« bouclier logement »),
- garantie mutuelle locative, revalorisation annuelle des APL, et suppression des avantages fiscaux sans contrepartie sociale.

Il faudra être encore plus volontariste. C'est pourquoi, l'Etat pourrait se substituer à la carence des communes qui s'enferment dans l'égoïsme territorial en y lançant lui-même les programmes de logement nécessaires. Un service public de la caution permettra d'assurer les impayés de loyer et d'éviter les expulsions. Les nombreux logements vacants spéculatifs seront mis en location et les logements inoccupés depuis plus de deux ans seront surtaxés. Les communes pourront procéder à des acquisitions-réquisitions.

**La République véritable, c'est de faire du droit opposable
au logement une réalité concrète
et non un simple effet d'affichage !**

